# Déclaration préalable de l'UNSA Education

## CTSD du 20 janvier 2022

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Les principales mesures budgétaires actées au plan national se déclinent désormais localement et vont à nouveau dégrader les conditions d'enseignement dans le premier degré malgré l'annonce de moyens d'enseignement supplémentaires du fait de la mise en place de la réforme du recrutement et de la formation initiale.

En effet, à la rentrée 2022, exceptionnellement, dans les établissements cohabiteront des T1 ex-stagiaires à mi-temps et des stagiaires à temps plein, ex-contractuels alternants ayant obtenu le concours en 2022

Dans le 1er degré, la dotation en emplois n'est pas à la hauteur et les moyens supplémentaires, liés à la réforme de la formation initiale, même dans un contexte de baisse d'effectifs, ne sont pas suffisants. Cela ne permet pas l'amélioration nécessaire des conditions d'enseignement au-delà des dédoublements et limitation d'effectifs. Les écoles connaissent des besoins importants même s'ils sont moins visibles immédiatement que les classes : présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, remplacement notamment pour la formation initiale et continue ou temps dévolu à la direction d'école. Sur ce point, nous rappelons qu'à la rentrée 2022, le régime des décharges doit être à nouveau amélioré.

Actuellement les décharges d'école de 1 à 3 classes sont parfois annulées en fonction des besoins de remplacement, cela parfois même après l'heure de début de classe. Nous déplorons cette situation qui peut mettre les directeurs en difficulté. Comme le demandent les recommandations ministérielles, il est nécessaire de programmer des remplacements faits par les mêmes personnes pour assurer une périodicité régulière de leur décharge ; cela est d'autant plus nécessaire que les directeurs des petites écoles doivent préparer leur classe pour le remplaçant, charge de travail dont il faut tenir compte.

D'autre part, certains postes d'EMF de notre département n'ont pas été pourvus. Des directeurs d'école nous ont interpelés pour savoir si cette fonction pouvait leur être attribuée, puisqu'ils sont eux aussi en charge d'une classe. Est-ce compatible avec leur mission de directeur s'ils sont détenteurs du CAFIPEMF et sans décharge totale au niveau de la direction ?

Depuis plusieurs années nous dénonçons le choix de ne pas renforcer les RASED en ne créant pas suffisamment de postes alors qu'ils sont indispensables au fonctionnement des établissements et à l'accompagnement des élèves rencontrant de grandes difficultés scolaires, qui plus est dans cette période, où la rupture scolaire a précisément touché avant tout les plus précaires et les plus en difficulté dans les apprentissages. Il est également indispensable de dégager les moyens humains nécessaires à la coordination des PIAL, de développer les postes de Psy-EN, et d'assistants sociaux.

Pour la vision globale que promeut l'UNSA Éducation, notre système est également gravement fragilisé par son sous-investissement des missions accomplies par les personnels sociaux et de santé. Un grand plan de recrutement pluri-annuel est nécessaire pour pouvoir donner enfin au service social

*UNSA Education Vosges*
*20 chemin de la Justice*
*Les Aiglons*
*88000 EPINAL*

*06.37.89.83.14 / 88@se-unsa.org*

les moyens d'accompagner les élèves de la maternelle aux lycées aux côtés des services infirmiers. C'est une nécessité pour soutenir les équipes confrontées à d'immenses défis éducatifs, ignorée cette année encore. Par ailleurs, force est de constater que les professionnels de santé ne veulent plus venir travailler à l'Éducation nationale. Un état critique a été atteint, ils ont pourtant montré combien ils étaient essentiels dans la période que nous vivons depuis deux ans.

Enfin, un dernier point et non des moindres, sur l'exaspération des personnels de l'Education Nationale.

Jeudi dernier, la mobilisation des personnels, a débouché sur une grève inédite par son ampleur. Des personnels de tous les corps de métiers se sont retrouvés dans l'action pour exprimer leur exaspération dans la situation actuelle : gestion chaotique de la crise sanitaire qui conduit à une désorganisation complète des écoles et établissements scolaires, mépris et manque de considération pour les personnels de la part de notre ministre.

Cette mobilisation a obligé le gouvernement à réagir rapidement.

Des annonces ont été faites en matière sanitaire et pédagogique. L'Unsa Education acte ces propositions mais pointe des insuffisances sur bien d'autres points : surcharge de travail des personnels et reconnaissance financière de celle-ci, délais de communication et de mise en œuvre des décisions.

Aujourd'hui, il reste beaucoup à faire pour que les annonces se traduisent sur le terrain et encore davantage pour répondre à l'exaspération des personnels qui s'est exprimée dans la rue ce 13 janvier.

La situation des écoles, cette semaine, est critique dans de nombreux territoires.

Les conditions de travail des enseignants se sont très dégradées :

- gestion de classe avec de nombreuses absences d'élèves qui rendent le suivi pédagogique très complexe
- temps de travail plus important pour gérer à la fois le présentiel et le distanciel
- relation de plus en plus tendue avec les parents
- crédibilité des enseignants mise à mal par les changements incessants des protocoles
- directeurs d'école submergés par les tâches administratives que requiert la gestion des élèves absents et par le suivi des tests salivaires pratiqués au sein de leur école qui les monopolise même en dehors du temps scolaire et les week-ends.

Cette exaspération est très grande, c'est pourquoi, l'Unsa Education reste mobilisée et veut obtenir du concret très vite pour les recrutements. Le gouvernement a annoncé

- un recrutement de personnels sur des listes complémentaires dans le 1er degré, de 3300 enseignants contractuels et de 1500 AED pour renforcer les vies scolaires ;
- un recrutement de 1500 vacataires administratifs pour les circonscriptions en appui des directeurs d'écoles ;
- un prolongement des contrats des 1 700 médiateurs Lutte anti-Covid.
- Quelle déclinaison sur notre département ?

Pour l'Unsa Education, le recrutement sur listes complémentaires est une avancée qu'il faut mettre en œuvre le plus vite possible. Il ne faut pas limiter les recrutements au CRPE mais l'ouvrir aussi aux autres concours d'enseignants, CPE et PsyEn. Quand il n'y a plus de listes complémentaires

disponibles, les contrats proposés doivent être sécurisants avec des durées jusqu'au 31 août et financièrement attractifs.

De plus, la crise accentue mais ne créée pas les problèmes de remplacement. Ceux-ci sont chroniques, il faut recruter davantage lors des concours 2022, d'autant que cette 3e année de crise sanitaire et sa gestion chaotique pourrait bien accélérer des projets de départs à la retraite notamment.

Enfin, les emplois administratifs en circonscription auront sûrement du mal à trouver preneurs. Le SE-Unsa demande pour eux-aussi les meilleures conditions et dénoncent une fois encore la suppression totale en 2017 des emplois d'assistance administrative dans les écoles. Ce sujet n'est pas clos, bien au contraire.

Cette exaspération est très forte, c'est pourquoi, l'Unsa Education reste mobilisée et veut obtenir du concret très vite pour les mesures de protection et d'équipement

L'Unsa-Education demande par exemple d'étendre l'accès aux masques FFP2 au-delà des écoles : PsyEN, personnels itinérants, CPE, AED et toute personne en faisant la demande. De la même façon, tous les personnels doivent pouvoir disposer d'auto-tests en nombre.

Cette exaspération est inédite, c'est pourquoi, l'Unsa Education reste mobilisée et veut également obtenir du concret très vite pour le report des évaluations.

L'Unsa-Education demande que les évaluations de mi-CP soient tout simplement mises à disposition des équipes, sans aucun caractère obligatoire, ni maintenant, ni en mars.
Cette exaspération est exceptionnelle, c'est pourquoi, l'Unsa Education reste mobilisée et veut obtenir du concret très vite pour le changement de méthode et le respect des personnels.

- engagement du Premier ministre d'améliorer le travail en interministériel pour que les décisions soient davantage concertées dans des délais plus respectueux ;
- réunions ministérielles bi-mensuelles en présence du ministre de la Santé et de la Haute autorité de Santé ;
- réunions en territoire avec la ou le Dasen, les responsables de la santé, les collectivités territoriales et les syndicats.

L'Unsa-Education attend très concrètement un changement de méthode. Ces réunions aux niveaux national et territorial peuvent le permettre. Elles doivent très vite se mettre en place. La profession reproche tout particulièrement au ministre sa stratégie de communication surprise aux médias plutôt qu'aux personnels. Et cela, ce ne sont pas ces deux réunions qui l'empêcheront. Il ne faudra pas que le ministre l'oublie !

Et pour conclure, je terminerai en reprenant le titre du dernier ouvrage de notre ministre intitulé « Ecole ouverte ». L'école doit rester ouverte, c'est une évidence mais le dialogue doit lui aussi rester ouvert. Grand ouvert et constructif avec le corps enseignant qui est sur le point de craquer et qui n'en peut plus de ce manque d'écoute et de considération morale et financière !

Je vous remercie de votre attention.

*UNSA Education Vosges*
*20 chemin de la Justice*
*Les Aiglons*
*88000 EPINAL*

*06.37.89.83.14 / 88@se-unsa.org*